

Initiatives ministérielles

de continuer à assurer la qualité de vie dont nous faisons bénéficier les Canadiens depuis une centaine d'années.

C'est dans cette mesure qu'on peut dire que nous aurons à travailler non seulement plus fort, mais aussi plus intelligemment.

• (1620)

Ce serait induire la Chambre et les Canadiens en erreur que de dire que les choses vont s'améliorer comme par magie. Les Canadiens savent que pour que les choses s'améliorent, nous devons tous faire des sacrifices. Nous devons tous nous engager résolument à changer non seulement les apparences, mais aussi la structure fondamentale de nos activités et des programmes que nous offrons.

Je dis cela parce que, si nous examinons les programmes que nous avons de nos jours, beaucoup sont en place depuis 25 à 50 ans dans certains cas. Certains de ces programmes se sont adaptés à la demande et aux changements technologiques et ont été modernisés. D'autres par contre nécessitent vraiment un examen attentif.

Je vais donner deux ou trois exemples. Voyons les chiffres pour 1972. Cette année-là, le gouvernement canadien a dépensé 3 milliards de dollars au titre de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Devinez combien nous avons dépensé en 1993: 33,4 milliards de dollars. Quant aux dépenses que nous avons consacrées à l'éducation, il est intéressant de noter que le Canada a peut-être dépensé plus que n'importe quel autre pays du monde à cet égard. Tous les paliers de gouvernement ont dépensé ensemble plus de 50 milliards de dollars en matière d'éducation.

Quant aux dépenses globales que nous faisons pour l'ensemble des programmes sociaux, le Canada viendrait au second rang derrière la Suède comme pays ayant dépensé plus que n'importe quel autre pays du monde pour les programmes sociaux. Voilà pourquoi nous avons les meilleurs services d'aide qu'on puisse trouver n'importe où dans le monde. Voilà pourquoi nous devons nous efforcer de faire tout notre possible pour continuer de fournir les services de qualité qui sont exigés.

Cependant, quand on compare les ressources brutes, financières et autres que nous dépensons et ce dont nous avons besoin pour continuer de soutenir ces programmes, on constate l'existence d'un problème. Ce problème, c'est une énorme dette qui dépasse 700 milliards de dollars si l'on ajoute à la dette fédérale celle des provinces canadiennes.

Le simple service de cette dette coûte de 37 à 40 milliards de dollars par année. Si nous ajoutons à cela les fonds que nous dépensons pour les programmes sociaux et notre système d'éducation, force est de conclure que nous ne réussirons pas à prendre le dessus avant longtemps si nous continuons d'agir ainsi et si nous n'entreprenons pas dès aujourd'hui une refonte en profondeur, car comme mes collègues le savent, de simples compressions de services ne régleront pas le problème.

Si le gouvernement congédiait tous les fonctionnaires, le déficit demeurerait à quelque 20 milliards de dollars par année. Les compressions de programmes ne résoudre pas le problème. Pour le régler, il nous faudra, comme le ministre du Développement des ressources humaines l'a proposé, examiner la façon dont nous exécutons ces programmes et services à la communau-

té et tenter de les adapter de manière qu'ils répondent aux besoins et aux défis des années 90.

Nous devrions par ailleurs améliorer notre productivité et notre situation sur la scène mondiale ainsi qu'au Canada, de manière à créer des richesses. La théorie néo-démocrate de la redistribution des richesses a échoué. Nous l'avons constaté en Ontario, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, où les néo-démocrates ont été portés au pouvoir. Cela ne fonctionne pas.

L'autre théorie du capitalisme ultra-indépendant, celle où le gouvernement n'intervient même pas pour garantir un environnement juste et adéquat, ne fonctionne pas elle non plus, car le secteur privé ne pourra tout régler seul. Par contre, si on s'en remet au secteur public, celui-ci ne réussira pas à tout régler non plus.

De tout temps, la meilleure approche pour résoudre nos problèmes socio-économiques a été celle des libéraux. La Chambre n'en convient-elle pas?

• (1625)

M. Rideout: Absolument.

M. Harb: Madame la Présidente, c'est fondamentalement l'approche que le gouvernement actuel adopte. Nous examinons la façon dont nous exécutons nos services et nos programmes. Nous essayons de mettre en place un mécanisme qui nous aidera à gagner du terrain dans la lutte au déficit, à réduire la dette nationale et à finalement l'éliminer, à continuer d'offrir des programmes sociaux de qualité aux Canadiens, y compris aux personnes âgées, et à continuer d'aider les jeunes à faire les études dont ils ont besoin.

Nous avons certains défis à relever. J'aimerais vous parler de quelques-uns d'entre eux. Dans notre pays, plus de 38 p. 100 des Canadiens sont considérés comme des analphabètes fonctionnels. Autrement dit, ces gens-là ont peut-être de la difficulté à compter, à lire, à écrire, à remplir un formulaire ou à lire correctement des manuels liés à leur travail de tous les jours.

Il en coûte plus de 4 milliards de dollars par année pour le milieu des affaires seulement. Pour le gouvernement, le manque à gagner est de 10 milliards de dollars par année sur le plan de la productivité perdue et de questions connexes. Alors que le déficit s'élève à lui seul à 40 milliards de dollars, notre manque à gagner est égal à un quart de cette somme. Si nous vivions dans un monde idéal où il n'y a pas d'analphabétisme, nous n'aurions pas ce problème. Je sais que nous avons du rattrapage à faire pour en arriver à cet état particulier.

J'ai dit tout à l'heure que de moins en moins de travailleurs entraient dans la population active. Cela est dû à deux choses: d'abord, la productivité baisse au lieu de croître au Canada. Ensuite, notre système d'éducation fait gravement problème. Un étudiant sur trois ne finit pas ses études secondaires. Le saviez-vous?

Environ 33 p. 100 de nos jeunes ne terminent pas leurs études secondaires. Au lieu de cela, ils obtiennent des emplois mal payés dans les Dairy Queen ou les McDonald. Plus tard, s'ils sont malchanceux—comme le sont nombre de nos jeunes—, ils ne réussiront pas à trouver l'emploi dont ils ont besoin. Ils vont s'en remettre à l'aide sociale ou à l'assurance-chômage. Ils seront